

La dette, outil de destruction des services publics!

La dette nette.

Depuis l'élection de Macron en 2017; et l'arrivée de Le Maire au ministère des finances la dette nette de la France est passée de 2060 milliards d'Euros au premier trimestre 2018 à 3100 milliards € au premier trimestre 2024 soit au total une augmentation de 1040 milliards €.

Le ratio dette/PIB (ratio discutable mais permettant les comparaisons internationales) passant ainsi de 98,5 à 111,5 soit une augmentation de 13 points.

La dette a ainsi augmenté en moyenne de 173 milliards € par an depuis 2018

Le mouvement d'endettement s'accélère puisque la dette nette augmente de 200 milliards € entre le troisième trimestre 2022 et le troisième trimestre 2023. Cette augmentation est due à l'augmentation de la dette nette de l'état (+218 milliards) alors que la sécurité sociale se désendette sur la même période (-27 milliards).

Les causes.

On distingue différentes causes de l'endettement de la France mais la principale réside en l'insuffisance des recettes fiscales sous forme de cadeaux aux plus riches et aux actionnaires des entreprises (CICE; ISF; niches fiscales; crédit impôts recherches; allègement de cotisations sociales sans contrepartie) auxquels il faut ajouter l'évasion fiscale qui prive de près de 100 milliards € par an les recettes de l'état .

Les bénéficiaires.

Ce sont d'abord les actionnaires et les grandes entreprises qui usent et abusent de l'optimisation fiscale bien qu'elles génèrent des surprofits considérables (97,2 milliards € de dividendes versés aux actionnaires en 2023!)
Ce sont aussi les ultra riches qui échappent en grande partie à un véritable impôt sur la grande fortune.

Comment en sortir ?

Faire le choix de la justice sociale en mettant à juste contribution les ultra riches et les multinationales.
Par exemple, ATTAC propose de récupérer 60 milliards € pour les urgences écologiques et sociales et ce dès le budget 2025.

Les services publics dans le viseur du gouvernement.

La dette n'est pas due à un excès des dépenses mais à une insuffisance de recettes et pourtant le gouvernement s'apprête à récupérer 10 milliards € sur les services publics dès cette année puis de 20 milliards l'an prochain.

Résistance.

Tout le discours sur le poids insupportable de la charge d'intérêt de la dette publique a pour objectif de justifier l'affaiblissement de notre système de protection sociale. Après la réforme des retraites et la baisse des allocations chômage, c'est l'ensemble des services publics qui sont attaqués y compris l'éducation et la santé.

Incompétence peut être; irresponsabilité et choix politiques criminels sûrement!

Veulent-ils conduire la France à l'état de la Grèce??

Nos conquies sociaux contre leurs acquis fiscaux

Taxons les super profits

Notre réponse doit être à la hauteur des attaques!